

STATISTICS CANADA — STATISTIQUE CANADA
Labour Division — Division du travail
Unemployment Insurance and Manpower Section — Section de l'assurance-chômage et de la main-d'oeuvre

STATISTICAL REPORT ON THE OPERATION OF THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

JUNE - 1973 - JUIN

(Compiled from material supplied by the Unemployment Insurance Commission)

(D'après les renseignements fournis par la Commission d'assurance-chômage)

Published by Authority of
The Minister of Industry, Trade and Commerce

Publication autorisée par
le ministre de l'Industrie et du Commerce

September - 1973 - Septembre
5-4204-509

Price --Prix: 20 cents
\$2.00 a year—par année

Vol. 32—No. 6

Statistics Canada should be credited when republishing all or any part of this document
Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

Information Canada
Ottawa

TABLE OF CONTENTS

	Page
Commentary	3

LIST OF TABLES

Table

1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province	4
2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance	5
3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province	6
4. Initial Claims Allowed by Type and Renewal Claims Allowed, by Province	6
5. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Number of Weeks on Claim, Province and Sex	7
6. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Type, Province and Sex	8
7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit	9
8. Amount of Benefit Paid, by Province and Type	10
9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province	11
10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province	12
11. Regional Unemployment Rates	13

Map of U.I.C. Regions	10A
-----------------------------	-----

Appendix

I. Unemployment Insurance in Canada	15
---	----

SYMBOLS

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

- ... figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.
- amount too small to be expressed.
- r revised figures.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Commentaire	3

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

1. Certaines données relatives aux demandes de prestations et aux prestations, par province	4
2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage	5
3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province	6
4. Demandes initiales acceptées selon le genre et demandes renouvelées acceptées, par province	6
5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe	7
6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe	8
7. Service des prestations, selon le genre de prestations	9
8. Montant des prestations servies, par province et par genre	10
9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province	11
10. Suite donnée aux demandes initiales et aux demandes renouvelées, par province	12
11. Taux régional de chômage	13

Carte des régions de la C.A.C.	10A
--------------------------------------	-----

Annexe

I. L'assurance-chômage au Canada	15
--	----

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- ... nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- r nombres rectifiés.

CLAIMS AND BENEFIT PAYMENTS

DEMANDES DE PRESTATIONS ET PRESTATIONS SERVIES

JUNE - 1973 - JUIN

Initial and Renewal Claims

During June, 154,000 initial and renewal claims for unemployment insurance benefit were received by U.I.C. district offices, down 2 % from the 157,000 submitted for the previous month. The claim load was also 16 % less than the June 1972 total of 182,000.

Total claims filed for the first half of 1973 are 13 % fewer than the comparable period in 1972: 1,043,000 versus 1,197,000.

Initial claims allowed in June numbered 114,000, a drop of 7 % from the May total of 123,000 and 9 % less than the 125,000 in June 1972. For the first six months of this year, 843,000 initial claims were allowed, 8 % fewer than the 913,000 for the similar period in 1972.

Claimants at Month-end

The June month-end count of claimants registered for unemployment insurance benefit declined 9 % to 739,000 from the 810,000 inventory on May 31. All provinces and territories reported fewer claimants. The May - June comparison in 1972 showed a decrease of about the same amount. Compared with June 1972, a 2 % drop was recorded; all areas except for the Atlantic provinces and the Territories reported fewer numbers.

As usual at this time of year, the proportion of claimants on claim 14 weeks or more declined to 51 % from 55 % for May. The current figure is identical to the June 1972 proportion.

The proportion of claimants who are female climbed to 47 % from 44 % in May. In June 1972, the proportion was considerably lower at 41 %. The data below show the rising female proportion of claimants in recent years.

Benefit Payments

The amount of benefit paid in June was \$136,000,000, a drop of 24 % from the \$179,000,000 in May. The decline was due to fewer weeks of benefit paid as the average weekly rate remained practically unchanged at \$67.38. Compared with the June 1972 benefit of \$138,000,000, the 2 % decrease was caused by a decline of 11 % in the number of weeks of benefit paid which was offset by a rise of 11 % in the average weekly benefit rate.

Benefit payments during the first half of this year amounted to \$1,197,000,000 compared with \$1,031,000,000 during the like period in 1972, a gain of 16 %. Higher benefit rates accounted for most of the increase.

Demandes initiales et demandes renouvelées

En juin, les bureaux de district d'assurance-chômage ont reçu 154,000 demandes initiales et de renouvellement, soit 2 % de moins que le mois précédent (157,000). L'afflux de demande était également inférieur de 16 % au total de juin 1972 (182,000).

Le nombre total de demandes de la première moitié de 1973 est inférieur de 13 % à celui de la période correspondante de 1972: 1,043,000 contre 1,197,000.

Les demandes initiales acceptées en juin se sont chiffrées à 114,000, ce qui représente une baisse de 7 % par rapport au total de mai (123,000), et de 9 % par rapport à juin 1972 (125,000). Au cours des six premiers mois de l'année, on a accepté 843,000 demandes initiales, ce qui constitue une baisse de 8 % par rapport au chiffre de 913,000 demandes pour la période correspondante de 1972.

Prestataires en fin de mois

Le décompte à fin juin indique que le nombre de prestataires a baissé de 9 %, passant de 810,000 au 31 mai à 739,000. Toutes les provinces et tous les territoires ont déclaré une baisse. La comparaison des mois de mai et juin 1972 faisait ressortir une baisse du même ordre de grandeur. On a noté une baisse de 2 % par rapport à juin 1972; toutes les régions, à l'exception des provinces de l'Atlantique et des territoires, ont déclaré une diminution.

Comme d'habitude à cette époque de l'année, la proportion des prestataires de 14 semaines ou plus a baissé, passant de 55 % en mai à 51 %. Le chiffre de juin est identique à celui de juin 1972.

La proportion de femmes a augmenté, passant de 44 % en mai à 47 %. En juin 1972, cette même proportion était considérablement inférieure: 41 %. Le tableau ci-dessous montre la hausse de la proportion de femmes prestataires au cours des dernières années.

Prestations servies

Le montant total des prestations versées en juin a été de 136 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 24 % par rapport au total de mai (179 millions). Cette baisse est imputable à une réduction du nombre de semaines de prestations, le taux hebdomadaire moyen étant resté pratiquement inchangé à \$67.38. Par rapport au total de 138 millions de dollars décaissé en juin 1972, la baisse de 2 % est due à une diminution de 11 % du nombre de semaines de prestations, compensée par une augmentation de 11 % du taux hebdomadaire moyen de prestation.

Les versements de prestations au cours du premier semestre de cette année ont atteint 1,197 millions de dollars, comparativement à 1,031 millions de dollars au cours de la période correspondante de 1972, soit une progression de 16 %. La majoration des taux de prestation est la principale raison de cet accroissement.

Proportion of female claimants - Proportion de femmes prestataires

January Janvier	February Février	March Mars	April Avril	May Mai	June Juin	July Juillet	August Août	September Septembre	October Octobre	November Novembre	December Décembre
1969 27	28	28	31	36	39	40	41	42	40	36	30
1970 28	28	28	29	31	34	36	39	40	40	36	31
1971 29	29	30	32	36	41	43	44	44	44	41	34
1972 32	32	33	34	38	41	44	46	47	48	45	40
1973 37	38	39	40	44	47						

TABLE 1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province
June 1973

TABLEAU 1. Certaines données relatives aux demandes de prestations et aux prestations, par province
Juin 1973

	Initial and renewal claims received Demandes initiales et demandes renouvelées reçues				Initial claims allowed(1) Demandes initiales acceptées(1)				Claimants at month-end Prestataires à la fin du mois			
	Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à	
		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin
CANADA	153,500	- 2	- 16	113,912	- 7	- 9	739,103	- 9	- 2			
Newfoundland — Terre-Neuve	4,402	6	- 3	3,216	- 8	10	35,277	- 10	31			
Prince Edward Island — île-du-Prince-Édouard	619	- 4	9	472	- 14	2	4,797	- 25	25			
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	5,764	- 10	- 11	4,496	- 8	- 5	31,918	- 11	8			
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	4,853	6	- 3	3,889	- 2	1	35,152	- 14	21			
Québec	47,530	--	- 17	35,977	4	- 3	221,969	- 9	- 4			
Ontario	55,431	--	- 13	39,936	- 11	- 10	231,103	- 6	- 6			
Manitoba	5,138	- 7	- 9	3,991	- 16	- 7	24,513	- 13	- 2			
Saskatchewan	3,017	- 13	- 24	2,347	- 20	- 23	18,032	- 18	- 2			
Alberta	8,860	- 11	- 15	6,456	- 23	- 18	40,409	- 11	- 5			
British Columbia — Colombie-Britannique	17,580	- 6	- 27	12,928	- 8	- 21	93,878	- 6	- 4			
Yukon	145	4	34	94	1	- 10	954	- 10	13			
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	116	- 34	- 7	83	- 32	- 23	868	- 9	66			
Outside Canada — Extérieur du Canada	45	- 10	- 24	27	- 39	- 45	253	- 5	41			
 Weeks of benefit paid Nombre de prestations hebdomadaires servies												
Amount of benefit paid(2) Montant des prestations servies(2)												
	Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Dollars	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Dollars	Per cent change from Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from Taux de variation par rapport à	
		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin		May 1973 — Mai	June 1972 — Juin
CANADA	2,032,595	- 24	- 11	136,958,816	- 24	- 2	67,38	--	11			
Newfoundland — Terre-Neuve	99,698	- 30	18	6,175,579	- 32	33	61.94	- 3	12			
Prince Edward Island — île-du-Prince-Édouard	14,242	- 41	20	739,706	- 41	37	51.94	- 1	14			
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	85,559	- 27	- 5	5,197,366	- 27	13	60.75	1	19			
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	99,792	- 32	9	5,879,694	- 32	19	58.92	- 1	9			
Québec	601,456	- 29	- 15	40,674,519	- 30	- 6	67.63	- 2	11			
Ontario	652,957	- 13	- 11	44,608,369	- 13	- 1	68.32	--	11			
Manitoba	63,644	- 32	- 20	4,213,989	- 32	- 5	66.21	--	19			
Saskatchewan	51,410	- 37	- 9	3,358,316	- 37	6	65.32	--	16			
Alberta	95,964	- 29	- 27	6,808,692	- 29	- 17	70.95	--	14			
British Columbia — Colombie-Britannique	262,060	- 18	- 12	18,849,886	- 18	- 6	71.93	--	7			
Yukon	2,932	- 18	2	227,031	- 18	9	77.43	--	7			
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	2,328	- 15	68	180,559	- 15	100	77.56	--	20			
Outside Canada — Extérieur du Canada	553	- 13	17	45,110	- 7	36	81.57	6	16			

(1) Includes claims with disqualification and claims previously not allowed. — Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes rejetées auparavant.

(2) Adjustments amounting to \$1,370,561 reduces total benefit paid to \$135,588,255, see Table 8. — Des redressements s'élèvant à \$1,370,561 ont réduit le montant des prestations versées à \$135,588,255

Voir la tableau 8.

TABLE 2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance

TABLEAU 2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage

	Month — Mois	Total 000's
1972	January — Janvier	7,608
	February — Février	7,590
	March — Mars	7,684
	April — Avril	7,647
	May — Mai	7,807
	June — Juin	7,977
	July — Juillet	8,195
	August — Août	8,156
	September — Septembre	7,762
	October — Octobre	7,841
	November — Novembre	7,914
	December — Décembre	7,955
1973	January — Janvier	7,926
	February — Février	7,999
	March — Mars	8,031
	April — Avril	8,081
	May — Mai	8,239
	June — Juin	8,492

The insured population comprises persons who contribute to unemployment insurance plus claimants reporting to UIC offices. Coverage is nearly universal for members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. The only exclusions are (a) those 70 years of age or over, (b) those to whom a retirement pension under the Canada or Quebec Pension Plans has become payable and (c) persons with inconsiderable employment, i.e., those with less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is less. Precise estimates of the covered population are not available. The approximate estimates in the table above are based on total labour force statistics for persons under 70 years of age and have not been adjusted for the other two exclusions. The data in the table begin with January 1972 when unemployment insurance coverage was extended to its present level.

For estimate of the insured population for 1969-71 see April 1972 edition of 73-001.

La population assurée se compose des personnes qui contribuent au régime d'assurance-chômage et des prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de la C.A.C. Le régime s'étend à presque tous les membres de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Les seules personnes exclues sont (a) celles qui ont 70 ans et plus, (b) celles qui ont déjà acquis le droit à une pension de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou à une rente de retraite en vertu du Régime de rentes du Québec, et (c) celles dont l'emploi est négligeable, c'est-à-dire celles dont la rémunération est inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moins des deux. Il n'existe pas d'estimations précises de la population assurée. Les estimations approximatives qui figurent dans le tableau ci-dessus sont fondées sur les statistiques d'activité pour les personnes de moins de 70 ans; ces statistiques n'ont pas été rectifiées pour tenir compte des deux autres groupes de personnes exclues. Le tableau présente les chiffres à partir de janvier 1972, date où le régime d'assurance-chômage a pris l'ampleur qu'il a aujourd'hui.

Pour la période 1969-71, on trouvera l'estimation de la population assurée dans la livraison d'avril 1972 du bulletin 73-001.

TABLE 3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province

TABLEAU 3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province

Province	June - 1973 - Juin			June - 1972 - Juin		
	Total(1)	Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées	Total	Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées
CANADA	153,500	132,402	21,098	182,114	149,463	32,651
Newfoundland - Terre-Neuve ..	4,402	3,861	541	4,552	3,736	816
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	619	553	66	567	503	64
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse ..	5,764	5,016	748	6,461	5,524	937
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	4,853	4,282	571	4,981	4,265	716
Québec	47,530	41,225	6,305	57,105	45,668	11,437
Ontario	55,431	47,712	7,719	64,006	53,171	10,835
Manitoba	5,138	4,378	760	5,665	4,899	766
Saskatchewan	3,017	2,620	397	3,957	3,273	684
Alberta	8,860	7,623	1,237	10,477	8,909	1,568
British Columbia - Colombie-Britannique	17,580	14,845	2,735	24,051	19,266	4,785
Yukon	145	138	7	108	89	19
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	116	107	9	125	112	13
Outside Canada - Extérieur du Canada	45	42	3	59	48	11

(1) In addition 160,733 revised claims were received. - En outre, 160,733 demandes révisées ont été reçues.

TABLE 4. Initial Claims Allowed by Type and Renewal Claims Allowed, by Province, June 1973

TABLEAU 4. Demandes initiales acceptées selon le genre et demandes renouvelées acceptées, par province, juin 1973

Province	Initial claims - Demandes initiales						Renewal claims - Demandes renouvelées	
	Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefits - Prestations spéciales						
		Sickness - Maladie	Maternity - Maternité	Retirement - Retraite	Fishing - Pêche	Sub-total - Total partiel		
CANADA	96,558	11,618	4,673	1,038	25	17,354	113,912	20,862
Newfoundland - Terre-Neuve ..	3,000	98	99	8	11	216	3,216	539
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	384	50	34	4	-	88	472	62
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse ..	3,933	379	154	25	5	563	4,496	798
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	3,385	350	133	21	-	504	3,889	605
Québec	31,253	3,446	1,120	158	-	4,724	35,977	6,515
Ontario	32,498	4,878	2,031	522	7	7,438	39,936	7,331
Manitoba	3,184	492	244	70	1	807	3,991	741
Saskatchewan	1,866	308	138	35	-	481	2,347	374
Alberta	5,462	591	332	71	-	994	6,456	1,168
British Columbia - Colombie-Britannique	11,406	1,020	377	124	1	1,522	12,928	2,706
Yukon	89	1	4	-	-	5	94	11
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	71	5	7	-	-	12	83	8
Outside Canada - Extérieur du Canada	27	-	-	-	-	-	27	4

Note: (a) Claims allowed include initial and renewal claims allowed with and without disqualification and claims which were previously not allowed and are now allowed. - Nota: Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes non acceptées auparavant. (b) In addition 87,151 revised claims were allowed. - En outre, 87,151 demandes révisées ont été acceptées.

TABLE 5. Claimants Currently Reporting to District Offices by Number of Weeks on Claim, Province and Sex

TABLEAU 5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe

(Counted on last working day of the month — Comptés le dernier jour ouvrable du mois)

Province and sex — Province et sexe	Claimants Total Prestataires	Number of weeks on claim				Claimants Total Prestataires	
		Nombre de semaines écoulées de la période de prestations					
		1-4	5-13	14-26	27 or more — 27 ou plus		
June 29, 1973 — Juin							
CANADA	739,103	166,849	198,878	189,662	183,714	752,628	
Male — Hommes	391,056	78,251	107,988	104,600	100,217	442,930	
Female — Femmes	348,047	88,598	90,890	85,062	83,497	309,698	
Newfoundland — Terre-Neuve	35,277	4,818	7,180	8,387	14,892	27,029	
Male — Hommes	25,087	3,007	5,290	6,142	10,648	20,576	
Female — Femmes	10,190	1,811	1,890	2,245	4,244	6,453	
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	4,797	695	967	1,305	1,830	3,837	
Male — Hommes	2,394	321	493	757	823	2,158	
Female — Femmes	2,403	374	474	548	1,007	1,679	
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	31,918	6,676	8,270	9,209	7,763	29,676	
Male — Hommes	19,351	3,718	5,023	5,833	4,777	18,521	
Female — Femmes	12,567	2,958	3,247	3,376	2,986	11,155	
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	35,152	5,063	7,335	8,717	14,037	29,128	
Male — Hommes	20,830	2,622	4,352	5,511	8,345	18,919	
Female — Femmes	14,322	2,441	2,983	3,206	5,692	10,209	
Québec	221,969	49,968	57,711	55,901	58,389	232,187	
Male — Hommes	120,930	21,432	32,445	33,578	33,475	142,596	
Female — Femmes	101,039	28,536	25,266	22,323	24,914	89,591	
Ontario	231,103	58,305	68,251	60,661	43,886	245,458	
Male — Hommes	111,202	27,023	34,061	29,402	20,716	129,776	
Female — Femmes	119,901	31,282	34,190	31,259	23,170	115,682	
Manitoba	24,513	5,890	7,143	6,335	5,145	25,009	
Male — Hommes	12,101	2,849	3,564	3,090	2,598	13,361	
Female — Femmes	12,412	3,041	3,579	3,245	2,547	11,648	
Saskatchewan	18,032	3,604	5,161	4,957	4,310	18,333	
Male — Hommes	9,108	1,578	2,578	2,625	2,327	10,682	
Female — Femmes	8,924	2,026	2,583	2,332	1,983	7,651	
Alberta	40,409	10,950	12,741	10,092	6,626	42,687	
Male — Hommes	20,302	5,283	6,838	5,105	3,076	24,832	
Female — Femmes	20,107	5,667	5,903	4,987	3,550	17,855	
British Columbia — Colombie-Britannique	93,878	20,377	23,715	23,563	26,223	97,745	
Male — Hommes	48,660	10,189	13,145	12,225	13,101	60,594	
Female — Femmes	45,218	10,188	10,570	11,338	13,122	37,151	
Yukon	954	174	179	238	363	847	
Male — Hommes	524	86	82	138	218	506	
Female — Femmes	430	88	97	100	145	341	
Northwest Territories -- Territoires du Nord-Ouest	848	220	186	237	205	512	
Male — Hommes	459	97	95	164	103	313	
Female — Femmes	389	123	91	73	102	199	
Outside Canada — Extérieur du Canada	253	109	39	60	45	180	
Male — Hommes	108	46	22	30	10	96	
Female — Femmes	145	63	17	30	35	84	

TABLE 6. Claimants Currently Reporting to District Offices by Type, Province and Sex,
June 1973

TABLEAU 6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district,
selon le genre de prestations, la province et le sexe,
juin 1973

Province and sex — Province et sexe	Type of benefit — Genre de prestations				
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Fishing — Pêche	Total
CANADA	684,035	31,522	23,327	219	739,103
Male — Hommes	375,126	15,711	—	219	391,056
Female — Femmes	308,909	15,811	23,327	—	348,047
Newfoundland — Terre-Neuve	34,310	376	484	107	35,277
Male — Hommes	24,750	230	—	107	25,087
Female — Femmes	9,560	146	484	—	10,190
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	4,523	149	124	1	4,797
Male — Hommes	2,326	67	—	1	2,394
Female — Femmes	2,197	82	124	—	2,403
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	29,773	1,271	798	76	31,918
Male — Hommes	18,594	681	—	76	19,351
Female — Femmes	11,179	590	798	—	12,567
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	33,630	933	581	8	35,152
Male — Hommes	20,348	474	—	8	20,830
Female — Femmes	13,282	459	581	—	14,322
Québec	206,408	9,550	6,003	8	221,969
Male — Hommes	115,576	5,346	—	8	120,930
Female — Femmes	90,832	4,204	6,003	—	101,039
Ontario	208,675	12,686	9,739	3	231,103
Male — Hommes	105,224	5,975	—	3	111,202
Female — Femmes	103,451	6,711	9,739	—	119,901
Manitoba	22,051	1,356	1,105	1	24,513
Male — Hommes	11,524	576	—	1	12,101
Female — Femmes	10,527	780	1,105	—	12,412
Saskatchewan	16,525	783	724	—	18,032
Male — Hommes	8,777	331	—	—	9,108
Female — Femmes	7,748	452	724	—	8,924
Alberta	36,918	1,644	1,847	—	40,409
Male — Hommes	19,591	711	—	—	20,302
Female — Femmes	17,327	933	1,847	—	20,107
British Columbia — Colombie-Britannique	89,248	2,752	1,863	15	93,878
Male — Hommes	47,334	1,311	—	15	48,660
Female — Femmes	41,914	1,441	1,863	—	45,218
Yukon	929	6	19	—	954
Male — Hommes	523	1	—	—	524
Female — Femmes	406	5	19	—	430
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	796	13	39	—	848
Male — Hommes	454	5	—	—	459
Female — Femmes	342	8	39	—	389
Outside Canada — Extérieur du Canada	249	3	1	—	253
Male — Hommes	105	3	—	—	108
Female — Femmes	144	—	1	—	145

TABLE 7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit

TABLEAU 7. Service des prestations, selon le genre de prestations

Type of benefit — Genre de prestations	Benefit paid — Prestations servies				
	Dollars			Per cent change from — Taux de variation par rapport à	
	June 1973 — Juin	May 1973 — Mai	June 1972 — Juin	May 1973 — Mai	June 1972 — Juin
Regular — Ordinaires	124,992,802	166,577,143	129,747,524	- 25	...
Sickness — Maladie	6,330,744	6,849,304	5,292,585	- 8	...
Maternity — Maternité	5,279,382	5,587,552	2,655,737	- 6	...
Retirement — Retraite	273,807	306,682	160,562	- 11	...
Fishing — Pêche	82,081	1,030,186	161,858	- 92	...
New act — Total — Nouvelle loi	136,958,816	180,350,867	138,018,266	- 24	...
Old act — Ancienne loi	-	-	1,372,856	-	...
Sub-total — Total partiel	136,958,816	180,350,867	139,391,122	- 24	- 2
Adjustments(1) — Ajustements(1)	1,370,561	1,558,242	1,133,429	- 12	...
Total	135,588,255	178,792,625	138,257,693	- 24	- 2
Weeks paid — Prestations hebdomadaires					
Type of benefit — Genre de prestations	Number — Nombre			Per cent change from — Taux de variation par rapport à	
	June 1973 — Juin	May 1973 — Mai	June 1972 — Juin	May 1973 — Mai	June 1972 — Juin
	1,861,491	2,467,663	2,125,289	- 25	...
Sickness — Maladie	92,660	99,912	89,317	- 7	...
Maternity — Maternité	74,022	79,847	47,113	- 7	...
Retirement — Retraite	3,334	3,850	2,186	- 13	...
Fishing — Pêche	1,088	12,892	2,380	- 92	...
New act — Total — Nouvelle loi	2,032,595	2,664,164	2,266,285	- 24	...
Old act — Ancienne loi	-	-	25,093	-	...
Total	2,032,595	2,664,164	2,291,378	- 24	- 11
Average weekly payment — Prestations hebdomadaires moyennes					
Type of benefit — Genre de prestations	Dollars			Per cent change from — Taux de variation par rapport à	
	June 1973 — Juin	May 1973 — Mai	June 1972 — Juin	May 1973 — Mai	June 1972 — Juin
	67.15	67.50	61.05	- 1	10
Sickness — Maladie	68.32	68.55	59.26	--	15
Maternity — Maternité	71.32	69.98	56.37	2	27
Retirement — Retraite	82.13	79.66	73.45	3	12
Fishing — Pêche	75.44	79.91	68.01	- 6	11
New act — Total — Nouvelle loi	67.38	67.70	60.90	--	11
Old act — Ancienne loi	-	-	54.71	-	...
Total	67.38	67.70	60.83	--	11

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

TABLE 8. Amount of Benefit Paid by Province and Type,
June 1973

TABLEAU 8. Montant des prestations servies par province et par genre,
Juin 1973

Province	Type of benefit — Genre de prestations							
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Total	Adjust- ments(1) — Ajuste- ments(1)	Total
dollars								
CANADA	124,992,802	6,330,744	5,279,382	273,807	82,081	136,958,816	1,370,561	135,588,255
Newfoundland — Terre-Neuve	5,983,737	73,491	90,582	1,673	26,096	6,175,579	22,691	6,152,888
Prince Edward Island — Île-du-Prince- Édouard	687,965	27,628	22,040	762	1,311	739,706	3,502	736,204
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	4,770,480	244,332	155,280	6,569	20,705	5,197,366	23,980	5,173,386
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	5,598,928	169,071	103,900	5,090	2,705	5,879,694	36,579	5,843,115
Québec	37,328,085	1,892,092	1,408,974	35,150	10,218	40,674,519	636,005	40,038,514
Ontario	39,589,249	2,592,645	2,275,855	149,158	1,462	44,608,369	384,884	44,223,485
Manitoba	3,706,066	255,415	230,997	17,711	3,800	4,213,989	44,193	4,169,796
Saskatchewan	3,057,843	136,775	152,636	10,014	1,048	3,358,316	34,055	3,324,261
Alberta	6,082,388	326,370	380,480	19,414	40	6,808,692	73,790	6,734,902
British Columbia — Colombie-Britannique	17,756,668	607,197	443,059	28,266	14,696	18,849,886	110,882	18,739,004
Yukon	218,773	2,318	5,940	—	—	227,031	—	227,031
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	169,314	2,027	9,218	—	—	180,559	—	180,559
Outside Canada — Extérieur du Canada	43,306	1,383	421	—	—	45,110	—	45,110

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

Regions for Extended Benefit

Region 1. — In the Province of British Columbia: Census Division 4 (except subdivisions A and B); subdivisions A, B and C of Census Division 5.

Region 2. — In the Province of British Columbia: Census Divisions 1, 2 and 3; subdivisions A and B of Census Division 4; subdivisions D, E and F of Census Division 5; Census Division 6.

Region 3. — The Province of Alberta (except that portion which lies north of the Alberta Peace River Region and the northern portion of Census Division 12).

Region 4. — The Province of Saskatchewan (except Census Division 18).

Region 5. — The Province of Manitoba (except Census Division 16).

Region 6. — In the Province of Ontario: the counties of Kenora, Thunder Bay and Cochrane (except such portions of the foregoing counties as lie north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line); the counties of Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce and Manitoulin.

Region 7. — In the Province of Ontario: the counties of Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford and Norfolk.

Region 8. — In the Province of Ontario: the counties of Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland and Prince Edward.

Region 9. — In the Province of Ontario: the counties of Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox and Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry and Prescott.

Region 10. — In the province of Quebec: the counties of île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes and Beauharnois (except the municipalities of St-Louis and St-Stanislas and St-Timothée); in the county of Châteauguay, the municipality of Ste-Philomène; the county of Laprairie (except the municipality of St-Jacques); in the county of St-Jean, the municipalities of Lacadie and St-Jean; in the county of Iberville, the municipality of St-Athanase; the county of Verchères (except the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie); the county of Richelieu (except the municipalities of St-Ours and Ste-Victoire); in the county of L'Assomption, the municipalities of St-Charles, St-Henri, St-Joachim and St-Lin; in the county of Terrebonne, the municipalities of Léage, Piedmont, St-Anne-des-Lacs, Ste-Anne-des-Plaines, St-Antoine, St-Hippolyte, St-Janvier, St-Janvier-de-Lacroix, St-Jérôme, St-Louis, St-Sauveur, Ste-Sophie, St-Thérèse and St-Thérèse-Ouest; in the county of Argenteuil, the municipalities of Chatham, Gore, Mille-Isles, St-André, St-Jérusalem and Wentworth; in the county of Vaudreuil the municipalities of Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, St-Lazare and Vaudreuil.

Region 11. — In the province of Quebec: in the county of Vaudreuil, the municipalities of Ste-Justine, Ste-Madeleine, Ste-Marthe, and Très-St-Rédempteur; the county of Châteauguay (except the municipality of

Régions établies aux fins des périodes de prolongation des prestations

Région 1. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Division de recensement 4 (sauf les subdivisions A et B); subdivisions A, B et C de la Division de recensement 5.

Région 2. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Divisions de recensement 1, 2 et 3; subdivisions A et B de la Division de recensement 4; subdivisions D, E et F de la Division de recensement 5; Division de recensement 6.

Région 3. — La province d'Alberta (sauf la partie qui est située au nord de la région de la rivière de la Paix d'Alberta et la partie septentrionale de la Division de recensement 12).

Région 4. — La province de la Saskatchewan (sauf la Division de recensement 18).

Région 5. — La province du Manitoba (sauf la Division de recensement 16).

Région 6. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Kenora, Thunder Bay et Cochrane (sauf la partie de ces comtés située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du Canadien National et passant à 10 milles au nord de cette voie); les comtés de Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce et Manitoulin.

Région 7. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford et Norfolk.

Région 8. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland et Prince Edward.

Région 9. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox et Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry et Prescott.

Région 10. — Dans la province de Québec: les comtés de l'Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes et Beauharnois (sauf les municipalités de Saint-Louis, Saint-Stanislas et Saint-Timothée); dans le comté de Châteauguay, la municipalité de Sainte-Philomène; le comté de Laprairie (sauf la municipalité de Saint-Jacques); dans le comté de Saint-Jean, les municipalités de Lacadie et de Saint-Jean; dans le comté d'Iberville, la municipalité de Saint-Athanase; le comté de Verchères (sauf les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie); le comté de Richelieu (sauf les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire); dans le comté de l'Assomption, les municipalités de Saint-Charles, Saint-Henri, Saint-Joachim et Saint-Lin; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Lesage, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Antoine, Saint-Hippolyte, Saint-Janvier, Saint-Janvier-de-Lacroix, Saint-Jérôme, Saint-Louis, Saint-Sauveur, Sainte-Sophie, Sainte-Thérèse et Sainte-Thérèse-Ouest; dans le comté d'Argenteuil, les municipalités de Chatham, Gore, Mille-Isles, Saint-André, Saint-Jérusalem et Wentworth; dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, Saint-Lazare et Vaudreuil.

Région 11. — Dans la province de Québec: dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Sainte-Justine, Sainte-Madeleine, Sainte-Marthe et Très-Saint-Rédempteur; le comté de Châteauguay (sauf la municipalité de Sainte-Philomène); dans le comté de



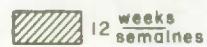
REGIONS — RÉGIONS

- | | | | |
|--|---|--|---|
| 1. Vancouver - Victoria | 5. Manitoba | 9. Eastern Ontario
Est de l'Ontario | 13. New Brunswick and Prince Edward Island
Nouveau-Brunswick - Île-du-Prince-Édouard |
| 2. Southern British Columbia
Sud de la Colombie-Britannique | 6. North Western Ontario
Nord-Ouest de l'Ontario | 10. Montreal
Montréal | 14. Nova Scotia
Nouvelle-Écosse |
| 3. Alberta | 7. London - Windsor | 11. Eastern Townships
Cantons de l'est | 15. Newfoundland
Terre-Neuve |
| 4. Saskatchewan | 8. Hamilton - Toronto | 12. St. Lawrence - Gaspé
Saint-Laurent - Gaspésie | 16. Rest of Canada
Reste du Canada |

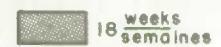
Eligible for extended Regional Benefit
Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations



6 weeks
semaines



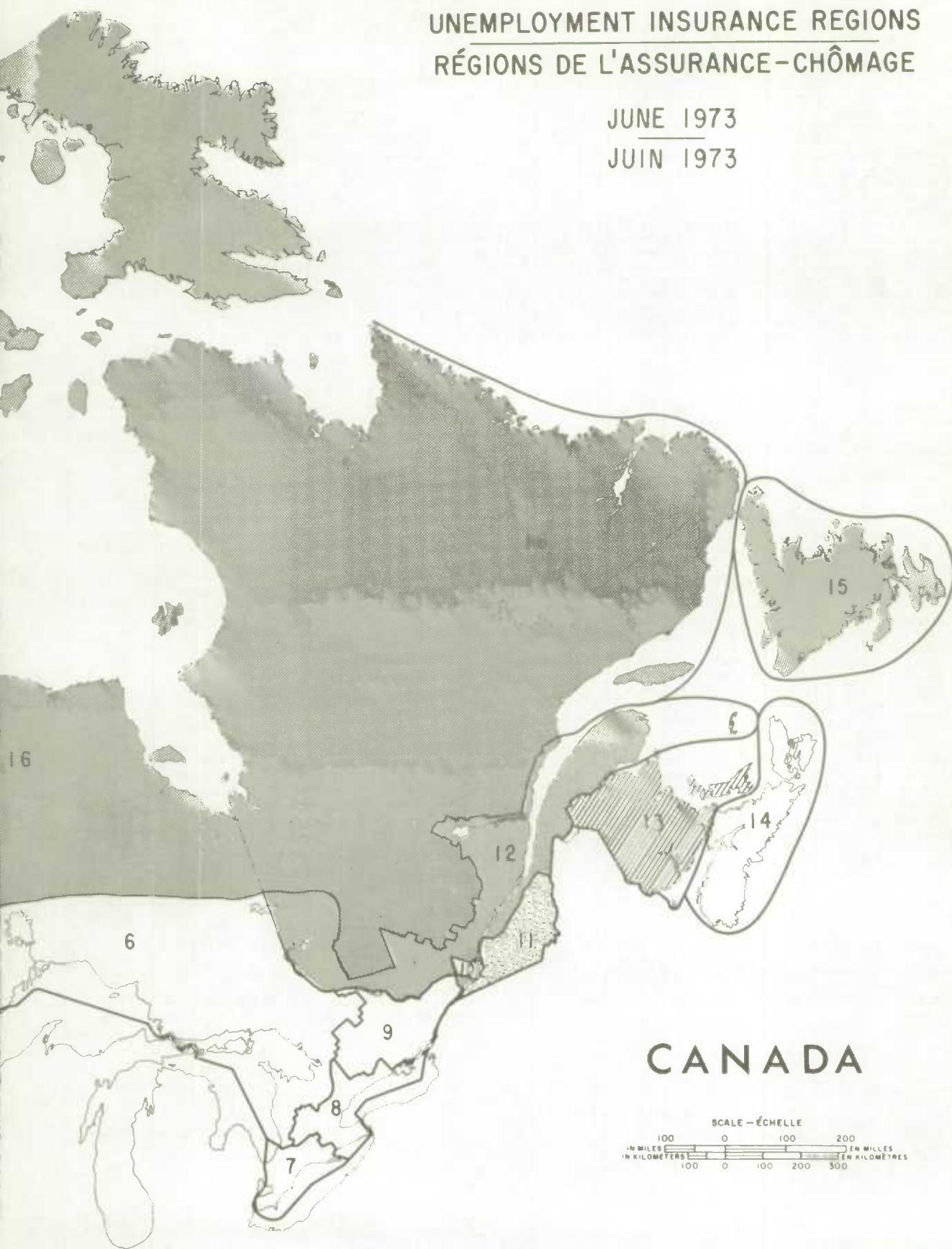
12 weeks
semaines



18 weeks
semaines

UNEMPLOYMENT INSURANCE REGIONS
RÉGIONS DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

JUNE 1973
JUIN 1973



Ste-Philomène); in the county of Laprairie the municipality of St-Jacques; in the county of St-Jean (except the municipalities of St-Jean and Lacadie); the county of Iberville (except the municipality of St-Athanase); in the county of Verchères, the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie; in the county of Richelieu, the municipality of St-Ours and Ste-Victoire; the county of Dorchester (except the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and Ste-Marguerite); in the county of Bellechasse, the municipalities of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, St-Cajetan d'Armagh, St-Camille, St-Damien, St-Magloire, St-Nérée, St-Philémon and Ste-Sabine; the county of Montmagny (except the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny); the counties of Arthabaska, Bagot, Beauchamp, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, St-Hyacinthe, Soulange et Naperville.

Region 12. — In the province of Quebec: the counties of Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, St-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac St-Jean-Ouest and Saguenay (except the unorganized subdivisions of the foregoing counties); in the county of Argenteuil the municipalities of Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-îles, Montcalm, Morin Heights, St-Adolphe and Wentworth-North; in the county of Terrebonne, the municipalities of Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Ste-Adèle, Ste-Agathe, St-Faustin, St-Joseph, St-Jovite, Ste-Lucie, Ste-Marguerite and Val-Morin; in the county of L'Assomption, the municipalities of L'Assomption, L'Épiphanie, St-Gérard, St-Paul-l'Ermite, St-Sulpice, St-Roch and St-Roch-Ouest; in the county of Montmagny, the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny; in the county of Bellechasse, the municipalities of Honfleur, La Durantaye, St-Charles, St-Étienne, St-Gervais; St-Lazarre, St-Michel, St-Raphaël and St-Vallier; in the county of Dorchester, the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and St-Marguerite; the counties of Montmorency No. 1, Montmorency No. 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapedia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-St-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (except subdivision 19 - unorganized), Gatineau (except that portion which lies north of Lytton and Siccote), Témiscamingue, and Abitibi (except such portion as lies north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line and such portion as lies east of the Bell River).

Region 13. — The provinces of New Brunswick and Prince Edward Island.

Region 14. — The Province of Nova Scotia.

Region 15. — The Island of Newfoundland.

Region 16. — In northern Canada the areas excluded from regions 1 to 15.

Laprairie, la municipalité de Saint-Jacques; le comté de Saint-Jean (sauf les municipalités de Saint-Jean et Lacadie); le comté d'Iberville (sauf la municipalité de Saint-Athanase); dans le comté de Verchères, les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie; dans le comté de Richelieu, les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire; le comté de Dorchester (sauf les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite); dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Cajetan d'Armagh, Saint-Camille, Saint-Damien, Saint-Magloire, Saint-Nérée, Saint-Philémon et Sainte-Sabine; le comté de Montmagny (sauf les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny); les comtés d'Arthabaska, Bagot, Beauchamp, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, Saint-Hyacinthe, Soulange et Naperville.

Région 12. — Dans la province de Québec: les comtés de Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Ouest et Saguenay (sauf les subdivisions non organisées de ces comtés); dans le comté d'Argenteuil, les municipalités d'Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-îles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe et Wentworth-Nord; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Saint-Faustin, Saint-Joseph, Saint-Jovite, Sainte-Lucie, Sainte-Marguerite et Val-Morin; dans le comté de L'Assomption, les municipalités de L'Assomption, L'Épiphanie, Saint-Gérard, Saint-Paul-l'Ermite, Saint-Sulpice, Saint-Roch et Saint-Roch-Ouest; dans le comté de Montmagny, les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny; dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Honfleur, la Durantaye, Saint-Charles, Saint-Étienne, Saint-Gervais, Saint-Lazarre, Saint-Michel, Saint-Raphaël et Saint-Vallier; dans le comté de Dorchester, les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite; les comtés de Montmorency no 1, Montmorency no 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapedia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-Saint-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (sauf la subdivision 19 - non organisée), Gatineau (sauf la partie située au nord de Lytton et Siccote), Témiscamingue et Abitibi (sauf la partie située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du National-Canadien et passant à 10 milles au nord de cette voie et la partie située à l'est de la rivière Bell).

Région 13. — Les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Région 14. — La province de la Nouvelle-Écosse.

Région 15. — L'île de Terre-Neuve.

Région 16. — Dans le Nord du Canada, le territoire non compris dans les régions 1 à 15.

TABLE 9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province,
June 1973

TABLEAU 9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province,
juin 1973

Province	Disqualifications	Not unemployed or no interruption of earnings		Not capable or not available		Labour dispute				
		Non en chômage ou pas d'arrêt de rémunération		Incapacité ou non disponibilité		Conflit collectif				
	Total	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage			
CANADA	87,413	22,578	25.8	22,188	25.4	1,431	1.6			
Newfoundland — Terre-Neuve	2,631	742	28.2	767	29.2	2	0.1			
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	333	92	27.7	84	25.2	—	—			
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	3,554	665	18.7	990	27.9	313	8.8			
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	2,693	847	31.5	777	28.8	8	0.3			
Québec	23,035	6,981	30.3	5,061	22.0	960	4.2			
Ontario	29,920	7,156	23.9	7,200	24.1	85	0.3			
Manitoba	4,372	1,807	41.3	801	18.3	28	0.6			
Saskatchewan	2,765	728	26.3	1,013	36.6	15	0.5			
Alberta	7,122	1,939	27.2	2,166	30.4	6	0.1			
British Columbia — Colombie-Britannique	10,822	1,601	14.8	3,289	30.4	14	0.1			
Yukon	85	9	10.6	21	24.7	—	—			
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	62	11	17.8	14	22.6	—	—			
Outside Canada — Extérieur du Canada	19	—	—	5	26.3	—	—			
Refusal of suitable work — Refus d'un emploi convenable		Misconduct — Inconduite		Voluntary quit — Départ volontaire		Incomplete documentation — Documentation incomplète				
Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage			
CANADA	1,195	1.4	2,218	2.5	16,623	19.0	11,985	13.7	9,195	10.5
Newfoundland — Terre-Neuve	54	2.0	32	1.2	515	19.6	268	10.2	251	9.5
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	1	0.3	3	0.9	46	13.8	31	9.3	76	22.8
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	69	1.9	47	1.3	618	17.4	406	11.4	446	12.6
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	34	1.3	30	1.1	439	16.3	200	7.4	358	13.3
Québec	415	1.8	734	3.2	3,532	15.3	2,862	12.4	2,490	10.8
Ontario	313	1.0	933	3.1	5,938	19.9	5,064	16.9	3,231	10.8
Manitoba	69	1.6	78	1.8	693	15.9	517	11.8	379	8.7
Saskatchewan	24	0.9	17	0.6	435	15.7	277	10.0	256	9.3
Alberta	77	1.1	110	1.6	1,192	16.7	991	13.9	641	9.0
British Columbia — Colombie-Britannique	138	1.3	231	2.1	3,167	29.3	1,327	12.3	1,055	9.7
Yukon	1	1.2	2	2.4	24	28.2	24	28.2	4	4.7
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	—	—	1	1.6	17	27.4	16	25.8	3	4.8
Outside Canada — Extérieur du Canada	—	—	—	—	7	36.9	2	10.5	5	26.3

TABLE 10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province

TABLEAU 10. Suite donnée aux demandes initiales et aux demandes renouvelées, par province

Province	Adjudicated — Réglées					Pending — En instance	
	Total	Entitled to benefit — Donnant droit aux prestations		Not entitled to benefit — Ne donnant pas droit aux prestations		Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées
		Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées		
June — 1973 — Juin							
CANADA	149,860	81,323	15,793	47,675	5,069	33,277	4,522
Newfoundland — Terre-Neuve	4,150	2,551	282	1,060	257	912	107
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	563	376	51	125	11	135	15
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	5,845	3,026	558	2,021	240	912	108
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	4,841	3,090	473	1,146	132	989	81
Québec	48,613	27,546	5,021	14,552	1,494	11,843	1,553
Ontario	51,921	28,089	5,744	16,501	1,587	11,201	1,550
Manitoba	5,176	2,702	561	1,733	180	1,052	186
Saskatchewan	2,912	1,525	259	1,013	115	453	51
Alberta	8,390	3,833	814	3,389	354	1,641	297
British Columbia — Colombie-Britannique	17,153	8,449	2,019	5,998	687	4,052	568
Yukon	139	65	5	63	6	30	—
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	114	54	3	52	5	23	3
Outside Canada — Extérieur du Canada	43	17	3	22	1	34	3
June — 1972 — Juin							
CANADA	170,952	86,185	23,434	53,039	8,294	50,925	7,848
Newfoundland — Terre-Neuve	4,068	2,028	603	1,330	107	1,172	189
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	572	349	60	146	17	144	7
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	6,140	3,508	767	1,703	162	1,554	148
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	4,926	2,909	591	1,249	177	1,334	136
Québec	52,756	25,316	7,813	16,239	3,388	15,243	2,584
Ontario	59,222	31,749	8,163	17,338	1,972	18,201	2,714
Manitoba	5,735	2,748	577	2,158	252	1,428	145
Saskatchewan	3,982	1,760	443	1,566	213	801	118
Alberta	10,299	4,813	1,115	3,953	418	2,928	260
British Columbia — Colombie-Britannique	22,892	10,852	3,281	7,190	1,569	7,996	1,538
Yukon	152	56	9	80	7	34	3
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	145	80	2	55	8	43	4
Outside Canada — Extérieur du Canada	63	17	10	32	4	47	2

(1) In addition 160,519 revised claims were disposed of. Of these, 18,248 were special requests not granted and 2,417 were appeals by claimants. There were 18,333 revised claims pending at the end of the month. — En outre, on a réglé 160,519 demandes révisées, dont 18,248 demandes spéciales qui furent rejetées, et 2,417 appels de la part des prestataires. Il y avait 18,333 demandes révisées en instance à la fin du mois.

TABLE 11. Regional Unemployment Rates(1)

TABLEAU 11. Taux(1) régional de chômage

Région	1972										1973			
	June — Juin	July — Juillet	August — Août	September — Septembre	October — Octobre	November — Novembre	December — Décembre	January — Janvier	February — Février	March — Mars	April — Avril	May — Mai	June — Juin	
CANADA	6.2	6.2	6.2	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.2	6.1	6.1	
1. Vancouver — Victoria	7.1	7.1	7.2	7.3	7.5(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.5(a)	7.3(a)	
2. Southern British Columbia — Sud de la Colombie-Britannique	7.5(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.3(a)	7.3(a)	
3. Alberta	4.2	4.2	4.3	4.3	4.3	4.4	4.4	4.5	4.6	4.6	4.6	4.5	4.4	
4. Saskatchewan	4.1	4.1	4.2	4.3	4.3	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5	4.4	4.3	4.3	
5. Manitoba	4.8	4.7	4.6	4.6	4.5	4.5	4.7	4.6	4.5	4.4	4.3	4.4	4.4	
6. North Western Ontario — Nord-ouest de l'Ontario	5.3	5.5	5.6	5.7	5.9	6.0	5.9	5.9	5.8	5.7	5.8	5.7	5.5	
7. London — Windsor	4.3	4.2	4.1	4.0	4.0	4.0	4.0	3.9	3.8	3.6	3.6	3.7	3.7	
8. Hamilton — Toronto	4.8	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7	4.7	4.6	4.6	4.6	4.5	4.5	4.4	
9. Eastern Ontario — Est de l'Ontario	4.9	4.9	4.8	4.8	4.8	4.8	4.7	4.6	4.5	4.3	4.1	4.0	3.7	
10. Montréal	7.4(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.3	7.2	7.1	6.9	6.8	
11. Eastern Townships — Cantons de l'est	7.6(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.5(a)	
12. St. Lawrence — Gaspé — Saint-Laurent — Gaspésie	9.5(c)	9.6(c)	9.7(c)	9.7(c)	9.8(c)	9.9(c)	10.1(c)	10.3(c)	10.4(c)	10.5(c)	10.5(c)	10.4(c)	10.3(c)	
13. New Brunswick and Prince Edward Island — Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	8.1(a)	8.3(b)	8.3(b)	8.5(b)	8.6(b)	8.7(b)	8.8(b)	8.9(b)	9.2(b)	9.1(b)	9.1(b)	9.1(b)	9.1(b)	
14. Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.3	7.3	7.2	7.1	7.1	
15. Newfoundland — Terre-Neuve	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.3(c)	12.3(c)	12.5(c)	12.6(c)	12.7(c)	12.8(c)	12.8(c)	
16. Rest of Canada(2) — Reste du Canada(2) .....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

(1) Unadjusted for seasonality-12 months moving average. — Données non désaisonnalisées-moyenne mobile sur 12 mois.

(2) Unemployment rates not available. — Eligible for extended Regional Benefit year-round. — Taux de chômage non disponibles. — Admissible toute l'année à des prestations de prolongation

(a, b & c) Eligible for extended Regional Benefit; (a) = 6 weeks, (b) = 12 weeks, (c) = 18 weeks — Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations; (a) = 6 semaines, (b) = 12 semaines, (c) = 18 semaines.

APPENDIX I

Unemployment Insurance in Canada

Unemployment Insurance has been part of Canada's social and economic life since the Unemployment Insurance Act was passed in 1940. Since that time the basic structure of the Act has remained unaltered. Various amendments have brought new categories of workers into the plan and contributions and benefit rates have been raised periodically to keep abreast of changing economic conditions.

In 1968, when Parliament approved upward revisions of both contributions and benefit rates, and broadened the scope of coverage, the Unemployment Insurance Commission was instructed to carry out a full scale investigation of that program and to recommend appropriate changes in philosophy and structure. The Unemployment Insurance Act, 1971, effective June 27, 1971, was the result of extensive studies, the basic objectives being:

- (a) to provide assistance to cope with the contingency of an interruption of earnings resulting from unemployment, illness or pregnancy.
- (b) to co-operate with other agencies engaged in social development.

Coverage

Under the Unemployment Insurance Act, 1971 coverage is universal for all regular members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. There is only one measure of inconsiderable employment, i.e. less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is the lesser.

The maximum weekly insurable earnings of an insured person is:

- (a) for the year 1973, one hundred and sixty dollars;
- (b) for each year thereafter, one hundred and sixty dollars multiplied by an annual Earnings Index as determined by the average of wages and salaries paid to employees in Canada.

Universality became effective January 2, 1972. Coverage, contributions and benefit entitlement cease for a person:

- (a) at the age of 70, or
- (b) to whom a retirement pension under the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan has at any time become payable

Benefits

An insured person qualifies to receive benefit if he (a) has had eight or more weeks of insurable employment in his qualifying period(1) and (b) has had an interruption of earnings from employment. A claim-

- (1) The qualifying period of an insured person is the shorter of:
- (a) the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of an initial benefit period, and
 - (b) the period that begins on the commencement date of an immediately preceding initial benefit period and ends with the end of the week preceding the commencement of an initial benefit period.

ANNEXE I

L'assurance-chômage au Canada

L'assurance-chômage est entrée dans la vie économique et sociale du Canada avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage en 1940. Depuis cette date, la structure fondamentale de la Loi est demeurée inchangée. Diverses modifications ont assujetti au régime de nouvelles catégories de travailleurs et les taux de cotisation et de prestation ont été périodiquement relevés avec l'évolution de la situation économique.

En 1968, année où le Parlement a approuvé l'augmentation des cotisations et des prestations et étendu le champ d'application du régime, la Commission d'assurance-chômage a reçu pour mandat de soumettre tout le régime à un examen approfondi et de proposer une nouvelle conception et de nouvelles structures. La Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, qui est entrée en vigueur le 27 juin 1971, est le fruit d'études poussées; ses objectifs fondamentaux sont de

- (a) prévoir du secours dans l'éventualité d'une interruption du revenu due au chômage, à la maladie ou à la maternité
- (b) prévoir une franche collaboration avec d'autres organismes s'occupant de progrès social.

Champ d'application

En vertu de la Loi sur l'assurance-chômage de 1971, le régime s'étend à tous les effectifs réguliers de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Il n'y a qu'un seul critère d'emploi négligeable, à savoir une rémunération inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moindre des deux.

Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable d'un assuré est,

- (a) pour l'année 1973, de \$160;
- (b) pour chacune des années suivantes le produit de \$160 par l'indice de rémunération de l'année (cet indice est fondé sur la moyenne des rémunérations versées aux travailleurs du Canada).

L'universalité du régime était réalisée le 2 janvier 1972. La protection, les contributions et l'admissibilité aux prestations cessent pour une personne

- (a) qui a 70 ans, ou
- (b) qui a déjà acquis le droit de percevoir une pension ou rente de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

Prestations

Un assuré remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi (a) s'il a exercé un emploi assurable pendant huit semaines ou plus au cours de sa période de référence(1) et (b) s'il y a eu arrêt de la

- (1) La période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes suivantes:
- (a) la période de 52 semaines qui précède le début d'une période initiale de prestations, et
 - (b) la période qui débute en même temps que la période initiale de prestations précédente et se termine à la fin de la semaine précédent le début d'une période initiale de prestations.

mant is an insured person who applies for or is in receipt of benefit. A "major attachment" claimant is a claimant who has been employed in insurable employment for twenty or more weeks in his qualifying period. A claimant with eight or more weeks but less than twenty weeks of insurable employment in his qualifying period is a "minor attachment" claimant. Major attachment claimants are eligible for a wider range of benefit that includes a prepayment of 3 weeks of regular benefit for work-shortage lay-offs, benefit payments when the interruption of earnings was caused by illness or pregnancy, and 3 weeks retirement benefit for older workers.

A claimant can draw to a maximum of 51 weeks of benefit depending upon his employment history, prevailing economic conditions and providing he meets the conditions of availability and capability.

When a person (qualified to receive benefit) applies for benefit an initial benefit period is established and benefits are payable for each week of unemployment of the claimant that falls in the initial benefit period.

The length of an initial benefit period is based on the number of weeks of insurable employment of the claimant in his qualifying period as shown in Table 1.

rémunération provenant de son emploi. Le prestataire est un assuré qui est demandeur ou bénéficiaire de prestations. Le prestataire de la première catégorie est celui qui a exercé un emploi assurable pendant au moins 20 semaines au cours de sa période de référence. Le prestataire qui a exercé un emploi assurable pendant au moins huit semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence est appelé prestataire de la deuxième catégorie. Les prestataires de la première catégorie sont admissibles à un plus vaste éventail de prestations, soit 3 prestations ordinaires hebdomadaires payées par anticipation pour licenciement en cas de pénurie de travail, des prestations si la rémunération cesse pour cause de maladie ou de grossesse et 3 prestations hebdomadaires de retraite payables aux travailleurs âgés.

Un prestataire peut retirer des prestations pendant une période maximum de 51 semaines selon l'emploi qu'il occupait, la situation économique du moment et pourvu qu'il satisfasse aux conditions de disponibilité et de capacité.

Lorsqu'une personne, qui remplit les conditions requises pour recevoir des prestations, formule une demande de prestations, une période initiale est établie et les prestations sont payables pour chaque semaine de chômage qui tombe dans la période initiale de prestations.

La durée d'une période initiale de prestations est déterminée en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable du prestataire au cours de sa période de référence tel qu'indiqué au Tableau 1.

TABLE - 1 - TABLEAU

Weeks of insurable employment in qualifying period Semaines d'emploi assurable de la période de référence	Length of initial benefit period Durée de la période initiale de prestations	Maximum number of weeks for which initial benefits may be paid Nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies
weeks - semaines		
8 to - à 15	18	8
16	20	9
17	22	10
18	24	11
19	26	12
20 or more - ou plus	29	15

Table 1 also shows the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid. A claimant is not entitled to be paid benefit until following the commencement of the initial benefit period he has served a two week waiting period that begins with a week of unemployment for which benefits would otherwise be payable.

A major attachment claimant may be paid benefits in advance for the three weeks that immediately follow his waiting period if:

- (a) his interruption of earnings was due to a shortage of work;
- (b) at the time of his interruption of earnings neither he nor his employer expected that he would be re-employed by that employer for a period of at least five weeks after his interruption of earnings;
- (c) he has served the two week waiting period; and
- (d) at the termination of his waiting period

Le Tableau 1 donne aussi le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies. Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations tant que ne s'est pas écoulé à la suite de l'ouverture de cette période initiale de prestations, un délai de carence de deux semaines qui débute par une semaine de chômage pour laquelle des prestations devraient sans cela être servies.

Des prestations anticipées peuvent être servies par un prestataire de la première catégorie pour les trois semaines qui suivent le délai de carence.

- (a) si l'arrêt de rémunération était dû à une pénurie de travail,
- (b) si, au moment de l'arrêt de sa rémunération, ni lui ni son employeur ne prévoyaient qu'il serait employé de nouveau par cet employeur avant qu'il se soit écoulé cinq semaines depuis l'arrêt de sa rémunération,
- (c) si le délai de carence a été pour lui de deux semaines, et
- (d) si, à la fin du délai de carence,

- (1) he is not employed in employment that would continue
- (2) he is capable and available for work, and
- (3) he is not disentitled or disqualified from receiving benefit.

Sickness benefit is available for a maximum of 15 weeks for "major attachment" claimants who have suffered an interruption of earnings due to illness, injury or quarantine (excluding Workmen's Compensation). If a person is taken ill while on regular claim, sickness benefit is available but the combined duration of benefits during the initial benefit period cannot exceed 15 weeks.

Maternity benefit is available for 8 weeks before confinement, the week of confinement and 6 weeks after, to women who are major attachment claimants. They must also have been attached to the labour force at least 10 of the 20 weeks prior to the 30th week before the expected date of confinement.

Retirement benefit is available for 3 weeks. It is paid in a lump sum to major attachment claimants who are 70 years of age or over or to whom a retirement pension has become payable under the Canada Pension Plan or Quebec Pension Plan. In the case of those 70 or over, the application must be within 32 weeks after the 70th birthday as employment weeks are no longer earned after that time. The benefit is paid without a waiting period and without regard to earnings or availability.

The benefit rate for all claims will be 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period with a floor of \$20 per week. For claimants with dependants and whose average qualifying earnings are equal to or less than one-third of the maximum weekly insurable earnings, the benefit rate is 75 %.

Work-related income in excess of 25 % of the weekly benefit rate is deducted. However, when advance benefits are paid to major attachment claimants, any income (as well as availability and capability requirements) in respect of the weeks for which benefit is payable is disregarded and such weeks are deemed weeks of unemployment. In the case of sickness and maternity, proceeds of wage loss policies are not deducted during the waiting period but are deducted after the waiting period; all work-related income is deducted during both the waiting period and after the waiting period has been served.

An initial benefit period is terminated when:

- (a) the claimant has been paid benefits for the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid, or
- (b) the benefit period would otherwise terminate, whichever is the earlier.

Immediately following the termination of an initial benefit period, that initial benefit period is re-established for a further period of ten weeks. Benefits are payable at the rates and subject to the provisions applicable to the payment of benefits in an initial benefit period. However, a claimant is not entitled to be paid for any working day for which he fails to prove that he was capable of and available for work and unable to find suitable employment. A re-established initial benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because:

- (a) he was incapable of work because of illness or injury

- (1) il n'exerce pas un emploi qui doit se poursuivre,
- (2) il est capable de travailler et disponible à cette fin, et
- (3) il n'est ni inadmissible, ni exclu du bénéfice de prestations.

Les prestations de maladie sont payables pour un maximum de 15 semaines aux prestataires de la première catégorie dont l'arrêt de rémunération est dû à la maladie, à des blessures corporelles ou à une mise en quarantaine (non compris l'indemnisation des accidents du travail). Si une personne tombe malade pendant qu'elle reçoit des prestations ordinaires, elle a droit aux prestations de maladie, mais la somme de deux périodes de prestation ne doit pas dépasser 15 semaines.

Des prestations de maternité sont versées aux femmes de la première catégorie pour les huit semaines qui précèdent l'accouchement, pour la semaine de l'accouchement et pour les six semaines qui suivent. Ces femmes doivent aussi avoir été actives pendant au moins 10 des 20 semaines qui précèdent la 30^e semaine antérieure à la date prévue de l'accouchement.

Les prestations de retraite sont payables pour trois semaines. Elles sont versées forfaitairement aux prestataires de la première catégorie qui sont âgés de 70 ans ou plus ou qui ont déjà acquis le droit de percevoir une pension courante de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Dans le cas des personnes de plus de 70 ans, la demande de prestations doit être faite dans les 32 semaines qui suivent le 70^e anniversaire, car les semaines d'emploi ne sont plus assurables après ce temps. Les prestations sont versées sans délai de carence et sans égard à la rémunération ou à la disponibilité.

Les taux de prestations seront les mêmes pour tous, soit 66 2/3 % de la rémunération moyenne assurable pendant la période de référence, le minimum étant de \$20 par semaine. Dans le cas des prestataires avec personnes à charge dont la rémunération moyenne assurable est égale ou inférieure au tiers du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable, le taux des prestations est de 75 %.

Le revenu provenant d'un travail qui dépasse 25 % du taux des prestations hebdomadaires est déduit. Toutefois, lorsque des prestations sont payées par anticipation aux prestataires de la première catégorie, on ne tient pas compte de tout revenu (ainsi que des conditions de disponibilité et de capacité) à l'égard des semaines pour lesquelles des prestations doivent être servies et ces semaines sont censées être des semaines de chômage. En cas de maladie et de maternité, le produit de toute assurance-salaire n'est pas déduit pendant la période de carence, mais il l'est après; tout revenu provenant du travail est déduit pendant et après la période de carence.

Une période initiale de prestations prend fin à celle des deux dates suivantes qui est antérieure à l'autre,

- (a) la date à laquelle le prestataire a perçu des prestations pour le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être payées;
- (b) la date à laquelle cette période se trouverait autrement terminée.

Dès l'expiration d'une période initiale de prestations, il est établi un complément de cette période initiale de prestations pour une durée de dix semaines. Des prestations doivent être servies aux taux et sous réserve des dispositions applicables au service des prestations au cours d'une période initiale des prestations. Toutefois, un prestataire n'est pas admissible à toucher des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Le complément d'une période initiale de prestations prend fin si le bénéficiaire ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour toute autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou blessure,

- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim),
- (c) he was fully employed during such period, or
- (d) recovery of overpayment.

Otherwise a re-established benefit period terminates at the end of 10 weeks and an extended benefit period is established for the claimant.

An extended benefit period is divided into three phases. The number of weeks of benefit to which a claimant is entitled depends:

- (a) in the first phase:
 - upon the number of weeks of insurable employment in his qualifying period. The claimant must be a major attachment claimant. The duration of this phase is 2 weeks plus one week for every 2 insured weeks in excess of 20 in his qualifying period. The maximum duration is 18 weeks.
- (b) in the second phase:
 - (on completion of the first phase for a major attachment claimant, or on termination of a re-established benefit period for a minor attachment claimant)
 - for claimants who reside in Canada
 - upon the national(1) rate of unemployment. If the national rate is more than 4 % but not more than 5 % - 4 weeks; if the national rate is more than 5 % - 8 weeks. Duration is determined at the time phase two commences.
- (c) in the third phase:
 - (on completion of phase two)
 - (for claimants who reside in Canada)
 - upon the regional rate(2) of unemployment. Sixteen UIC regions in Canada have been established. The rate of unemployment in the region where the claimant resides is called the regional rate.

Benefit is payable when (a) the regional rate exceeds 4 % and (b) the regional rate exceeds the national rate(2) by more than one percentage point.

Six weeks of benefit are payable when the difference between the regional and national rates are less than or equal to 2 %. Twelve weeks are payable when the difference is greater than 2 % but less than or equal to 3 %. Eighteen weeks are payable when the difference exceeds 3 per cent.

Each month regional and national unemployment rates are computed. The extended benefit period terminates when the regional rate becomes 4 % or less or when the difference between the regional and national rate becomes one percentage point or less.

The rate of weekly benefit payable in the extended benefit period to a claimant without a dependant is 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period; for a claimant with a dependant the rate is 75 %. The minimum weekly amount of benefit payable is 20 dollars - the maximum

- (1) seasonally adjusted 3 month moving average of the national rate of unemployment (Labour Force Survey).
- (2) unadjusted for seasonality - 12 month moving average (Labour Force Survey).

- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité),
- (c) il était employé à plein temps durant cette période, ou
- (d) il remboursait un trop perçu.

Autrement, le complément d'une période initiale de prestations se termine à la fin des dix semaines et une période de prolongation des prestations est établie au profit du prestataire.

La période de prolongation des prestations est divisée en trois phases. Le nombre de semaines de prestations auxquelles le prestataire a droit dépend:

- (a) dans la première phase:
 - du nombre de semaines d'emploi assurables au cours de sa période de référence. Le prestataire doit appartenir à la première catégorie. La durée de cette phase est de deux semaines, plus une semaine pour chaque deux semaines assurées supérieure à 20 au cours de sa période de référence. La durée maximale est de 18 semaines.
- (b) dans la deuxième phase:
 - (après la première phase dans le cas d'un prestataire de la première catégorie, ou à la fin du complément d'une période de prestations dans le cas d'un prestataire de la deuxième catégorie).
 - pour les prestataires qui résident au Canada
 - du taux national du chômage(1). Si le taux national dépasse 4 % mais n'excède pas 5 %, l'augmentation sera de 4 semaines; si le taux national dépasse 5%, elle sera de 8 semaines. La durée est fixée au moment où la phase 2 commence.
- (c) dans la troisième phase:
 - (après la phase deux)
 - (pour les prestataires qui résident au Canada)
 - du taux régional de chômage(2). Seize régions ont été créées au Canada. Le taux de chômage dans la région où le prestataire réside est appelé taux régional.

La prestation est servie lorsque (a) le taux régional dépasse 4 % et (b) le taux régional dépasse le taux national(2) de plus d'un point de pourcentage.

Six semaines de prestations sont servies lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est inférieure à 2 % ou égale à ce pourcentage. Douze semaines sont servies lorsque la différence est de plus de 2 % mais est inférieure ou égale à 3 %. Dix-huit semaines sont servies lorsque la différence est supérieure à 3 %.

Les taux régional et national de chômage sont calculés tous les mois. La période de prolongation des prestations prend fin lorsque le taux régional atteint 4 % ou moins ou lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est de un point de pourcentage ou moins.

Le taux des prestations hebdomadaires payables à un prestataire pour une semaine qui tombe dans une période de prolongation des prestations est de soixante-six et deux-tiers pour cent de la moyenne des rémunérations hebdomadaires assurables pour un prestataire n'ayant personne à charge et de soixante-quinze pour cent dans le cas d'un prestataire

- (1) Moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées (enquête sur la main-d'œuvre).
- (2) Moyenne mobile sur douze mois, données brutes (enquête sur la main-d'œuvre).

amount can not exceed 66 2/3 % of the maximum weekly insurable earnings.

A claimant is not entitled to be paid benefit for any working day in a week in an extended benefit period for which he fails to prove that he is capable of and available for work and unable to find suitable employment. An extended benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because

- (a) he was incapable of work because of illness or injury,
- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim), or
- (c) recovery of overpayment.

The maximum number of weeks for which benefit may be paid is 51 weeks.

Financing

Employers and employees absorb the benefit cost for initial benefits as well as the administration cost, with the employer rate being 1.4 times the employee rate. The government share is confined to the benefit cost for extended benefits as well as the excess cost of initial benefits that are due to a national unemployment rate greater than 4 per cent. There is no fund and employer and employee contributions are adjusted annually. National Revenue/Taxation commenced collection of the contributions effective January 2, 1972. Persons formerly not contributing either because of their occupation or by virtue of being over the salary ceiling will pay a preferred rate for the first 3 years. For those who had been occupationally excluded, the preferred rate is portable. However, in the case of persons formerly excluded because of the salary ceiling, the preferred rate continues only so long as the employee remains with the January 2, 1972, employer. An experience rating formula for large employers may be introduced in 1974 whereby the premium to be paid by an employer for a year will be related to the average yearly lay-off experience of that employer.

The rates of premium for a year are calculated in terms of a percentage of the insurable earnings in that year.

Claimant Assistance Program

The Commission will develop and administer a claimant assistance program to assist claimants to become more employable by providing information and guidance in job searching and by directing claimants, when appropriate, to agencies for job placement, counselling or financial assistance.

ayant une personne à charge. La prestation hebdomadaire minimum ne doit pas être inférieure à \$20 ni supérieure à soixante-six et deux-tiers pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.

Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations pour aucun jour ouvrable d'une semaine d'une période de prolongation des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Une période de prolongation des prestations d'un prestataire prend fin s'il ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour tout autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou de blessure
- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité), ou
- (c) il remboursait un trop perçu.

Le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations peuvent être servies est de 51 semaines.

Financement

Les employeurs et les employés absorbent le coût des prestations initiales ainsi que les frais d'administration, la cotisation patronale étant égale à 1.4 fois la cotisation ouvrière. Le gouvernement prend en charge le coût des prestations prolongées de même que l'excédent du coût des prestations initiales qui doivent être servies lorsque le taux national de chômage dépasse 4 %. Il n'y a pas de fond et les contributions de l'employeur et de l'employé sont ajustées annuellement. Le ministère du Revenu national (Impôt) a commencé à recueillir les contributions à compter du 2 janvier 1972. Les personnes qui ne versaient aucune cotisation en raison de leur profession ou du plafond salarial paieront un taux préférentiel les trois premières années. Dans le cas des personnes qui ont été exclues en raison de leur profession, le taux préférentiel est mobile. Toutefois, dans le cas des personnes exclues en raison du plafond salarial, le taux préférentiel ne reste en vigueur que si l'employé demeure au service de l'employeur pour lequel il travaillait le 2 janvier 1972. Un système de taux particulier pour les employeurs importants pourra être établi en 1974 en vertu duquel la cotisation à payer par un employeur pour une année sera proportionnée à la moyenne des mises à pied annuelles de cet employeur.

Les taux de cotisations d'une année sont exprimés en pourcentage des rémunérations assurables de l'année.

Programme d'aide aux prestataires

La Commission organisera et appliquera un programme d'aide aux prestataires en vue d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi, en leur fournissant renseignements et conseils pour la recherche d'un emploi et en les adressant, lorsqu'il y a lieu, à des organismes s'occupant de placement, d'orientation ou d'aide financière.

1010723041

UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFIT PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

